

## Aide-mémoire sur les demandes de dérogation

### Dérogation pour obtenir un accès au Régime d'assurance maladie du Québec

Les demandes de dérogation proviennent de personnes (demandeurs) qui n'ont pas accès au Régime d'assurance maladie du Québec (Régime). À cet effet, les demandeurs, qui peuvent aussi avoir recours à un représentant (désigné par procuration), acheminent une lettre au ministre de la Santé et des Services sociaux afin de faire appel à son pouvoir discrétionnaire, et ce, dans le but d'obtenir le Régime et/ou l'assurance médicaments.

Le recours à cet article de Loi demeure un pouvoir discrétionnaire du ministre en vertu de [l'article 10.1](#) de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) (chapitre M-19.2) qui stipule que

*« Malgré toute disposition législative ou réglementaire, le ministre peut permettre à une personne qui ne réside pas au Québec, au sens d'une loi dont l'application relève de lui, de bénéficier, aux conditions qu'il détermine, de la totalité ou partie des services de santé et des services sociaux prévus dans cette loi ».*

À cet effet, le Secrétariat à l'accès aux services en langue anglaise et aux communautés ethnoculturelles (SASLACE) analyse les demandes de dérogation et produit une recommandation à l'intention du ministre.

### Rôle du SASLACE

Pour guider ses recommandations, le SASLACE s'est doté de critères d'analyse lui permettant de faire preuve de prudence relativement aux risques d'iniquité avec le reste de la population en situation semblable et d'être vigilant quant à des enjeux de tourisme médical, obstétrical ou de fraude.

Ainsi, le SASLACE s'assure que la demande revête certaines conditions pour se distinguer entre autres d'une situation de tourisme médical ou de personnes ayant fait preuve de négligence envers leurs obligations, comme le fait de ne pas avoir réalisé les démarches appropriées dans les délais prescrits. Le SASLACE analyse les éléments de la demande de dérogation de façon factuelle au regard de deux angles principaux d'approche; **les aspects humanitaire et exceptionnel de la situation**.

Pour ce faire, il vérifie si la demande de dérogation s'inscrit dans un contexte de **situation non planifiée**, s'il y a une **urgence d'intervention**, un **danger pour maintenir la vie** ou un **risque pour la vie de la personne de retourner dans son pays** de provenance.

Outre les deux angles d'approche principaux, le SASLACE procède à une analyse de l'ensemble de la situation. Nous observons la volonté d'établissement au Québec et si des démarches ont été entamées en ce sens; est-ce que le demandeur a entamé des démarches migratoires, est-ce qu'il souscrit à une assurance privée afin de se prémunir de toute éventualité, est-ce qu'il travaille actuellement ou est-il en recherche d'emploi, etc.

Toutes ces informations fournissent des éléments par rapport à la bonne foi du demandeur. Conséquemment, et afin que le SASLACE puisse efficacement procéder à son analyse en vue d'établir une recommandation au ministre, certaines informations sont requises (voir ci-après, le tableau intitulé « Informations soutenant la demande de dérogation »).

## INFORMATIONS SOUTENANT LA DEMANDE DE DÉROGATION

### Procuration **obligatoire**

- Si la demande est faite par une tierce personne et pour être recevable, une procuration doit être dûment complétée et signée.

### Résumé de la nature de la demande

- Explication de la situation ayant mené le demandeur à formuler une dérogation auprès du ministre.
- Quelles raisons justifient le recours à une demande humanitaire ?
- En quoi la situation nécessite une intervention urgente pour obtenir le Régime ?

### Nationalité et pays de provenance du demandeur

- Nationalité et pays de provenance du demandeur et du conjoint, s'il y a lieu ;
- Si le demandeur est un enfant : nationalité et pays de provenance du demandeur et des parents.

### Informations relatives au statut d'immigration

- Date d'arrivée au Québec et type de visa ou permis ;
- Fournir une photocopie du visa ou permis (permis de travail ouvert ou fermé, permis d'études, permis vacances-travail (PVT), résidence permanente (RP), visa de touriste, etc.) ;
- Explication des démarches effectuées depuis l'arrivée sur le territoire.

### Preuve ou volonté d'établissement permanente au Québec

- Indiquer si une demande de RP est en cours et depuis quand ;
- Lettre d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) mentionnant la validation du traitement de la demande RP ;
- Photocopie du Certificat de sélection du Québec (CSQ) et ou du certificat d'acceptation du Québec (CAQ).

### Souscription à une assurance privée

- Indiquer si une souscription à une assurance médicale a été faite.

### Informations sur la situation économique

### Tout autre élément pertinent